

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

La Suisse a été condamnée mardi 9 mars par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour son inaction coupable contre l'urgence climatique. C'est une première et les écologistes ne se sentent plus de joie devant ce qu'ils qualifient de décision historique. La plainte avait été déposée par l'association des «Aînées pour la protection du climat», une équipe de grands-mamans féministes et militantes écologistes. Ces femmes considéraient «que Berne ne prenait pas de mesures suffisantes pour atténuer les effets du changement climatique, en violation de leurs droits à la vie, à la santé et au bien-être».

Le changement climatique est un état de fait constatable par tous. Les dix derniers mois ont été les plus chauds depuis qu'on en prend la mesure et les phénomènes extrêmes se multiplient. Ce qui nous était annoncé depuis que le sujet est arrivé sur le devant de la scène est probablement en train de se produire.

Bon, qu'est-ce qu'on fait? Il est clair que, dans l'immédiat, nos vies ne sont pas en danger, subir une chaleur un peu plus élevée est assez supportable, ce ne sont pas les mamies qui vont passer leurs vacances en Andalousie qui diront le

contraire. Je suis même prêt à parier qu'il y en a quelques-unes parmi les plaignantes.

La grande question est de savoir s'il est réaliste de vouloir modifier le phénomène. Peut-on réellement agir assez vite et efficacement pour exercer une influence sur le climat de la terre entière? Car une action géographiquement limitée ne sert à rien. On doit donc obtenir le concours de la grande majorité des pays du monde, dont les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, et ce dans des délais extrêmement courts. Afin de maîtriser les émissions, nous devons réduire notre consommation d'énergie, ce qui n'est jamais arrivé, ne serait-ce qu'un peu. Passer au tout électrique en démantelant le nucléaire dans le même temps est illusoire, les investissements pour atteindre la neutralité carbone grâce aux énergies dites «propres» sont pharaoniques, posent de graves problèmes de recyclage, et personne ne dispose de tels budgets.

Les militants pour le climat ne s'attirent aucune nouvelle sympathie en s'attaquant aux œuvres d'art et aux concessionnaires de voitures. Les écologistes ne parviendront pas à convaincre leurs détracteurs et, même s'ils sont de bonne foi,

personne n'a envie de s'entendre ré-péter: «Tout est de ta faute, tu dois renoncer à ta voiture, à ton chauffage, à voyager, à manger de la viande, etc.» Car l'être humain est fondamentalement optimiste et capable du déni le plus complet lorsque les perspectives ne sont pas roses. Il n'y a donc à peu près aucune chance que les partis écologistes obtiennent un large soutien populaire avant qu'il ne soit trop tard.

Il est plus que temps de se pencher sérieusement sur les stratégies de survie qui s'offriront à nous si certaines parties du globe ne sont plus habitables, sur la gestion d'une authentique catastrophe impliquant potentiellement la disparition d'une part importante de la population ou de considérables mouvements migratoires, et sur les investissements nécessaires aujourd'hui.

Pour revenir à la condamnation de la Suisse par la CEDH, il s'agit d'une nouvelle tentative d'ingérence d'instances de la bureaucratie européenne, qui démontrent une fois de plus ne rien comprendre à la façon dont la Suisse fonctionne.

Qu'à cela ne tienne: on fixera des objectifs, on mesurera l'évolution de nos émissions et on fera avec ce qu'il y a, car, en Suisse, c'est le peuple qui

décide en dernière instance. Et même si ça donne de l'urticaire à ceux qui voudraient nous voir rentrer dans le rang et obéir à leurs

Excellences de Strasbourg, c'est comme ça et ce n'est pas près de changer, Dieu merci!

Michel Paschoud

Qui ne veut pas la guerre?

A l'heure où nous écrivons, la Troisième Guerre mondiale n'a pas encore éclaté. Nous épargnerons au lecteur ce lieu commun de tous les commentateurs sentencieux et vaniteux, qui consiste à déclarer que *la question n'est pas de savoir si elle éclatera, mais quand*: la vérité est qu'on ne sait heureusement pas si elle éclatera. Il n'empêche qu'on assiste à une sorte de course folle et aveugle, à des engrenages non maîtrisés susceptibles de conduire à un nouveau conflit mondial... que beaucoup de gens croient ne pas souhaiter, mais qu'ils souhaitent quand même tant ils rêvent d'en découdre une bonne fois pour toutes avec un ennemi qui incarne le Mal absolu. Que ce soient les chefs d'Etat empêtrés dans leurs affaires intérieures ou prisonniers de leur rhétorique, les journalistes avides de *sang-sationnel*, les idéologues progressistes rêvant de *grand reset* et de décroissance forcée de la population, ou encore les millions d'obscurs inconnus répandant leurs aigreurs haineuses sur les forums en ligne: tout le monde ne rêve que plaies et bosses, personne ne veut la paix. (Sans oublier, plus prosaïquement, les marchands d'armes et les entrepreneurs prêts à reconstruire.)

Laissons ici de côté le Proche Orient, où la guerre est en quelque sorte permanente, avec par moments des flambées de violence inquiétantes,

mais où les Etats-Unis ont de tels intérêts qu'ils veillent toujours à contenir les ardeurs belliqueuses de leurs amis et de leurs ennemis. Concentrons-nous seulement sur les événements qui nous touchent de plus près, en Europe.

Les Russes, après des années de provocations occidentales, ont décidé de régler la question ukrainienne par la force plutôt que par la ruse et la finesse. (Instinctivement, nous aurions choisi le contraire, mais admettons qu'il est plus facile d'être sage lorsqu'on est loin des problèmes et des décisions à prendre.) Confiants dans leur supériorité numérique, convaincus que le temps travaille pour eux, désabusés aussi face à des adversaires qui de toute manière les détestent, ils n'ont manifestement aucune intention de s'arrêter, encore moins de reculer. Après l'échec de leur élan initial, ils semblent aujourd'hui tirer des enseignements de chaque revers subi sur le terrain et progressent lentement mais sûrement vers le Dniepr et peut-être demain vers Odessa et la Transnistrie.

Du côté occidental, on se livre à une escalade verbale irrationnelle, en diabolisant l'adversaire et en réécrivant l'histoire de ces dernières années. On s'emploie à faire disparaître les traces des provocations passées et des motifs qui ont poussé la Russie à déclencher une attaque

d'envergure. On nie en particulier les anciennes promesses de ne pas étendre l'OTAN à l'Est. (Il est pourtant évident que, promesses ou pas, l'extension de l'OTAN était une provocation aussi sottise qu'agressive.) On nie aussi et surtout la part de guerre civile dans le conflit en cours, en «invisibilisant» les populations de l'est et du sud de l'Ukraine qui ont été menacées en 2014 par les révolutionnaires du Maïdan avant de se barricader puis de se révolter; on fait croire qu'il ne s'agit que de quelques barbouzes poutiniens parachutés dans le Donbass et en Crimée pour servir de prétexte à une invasion. Dans les «décryptages» publiés par les médias (qui préfigurent sans doute les livres d'histoire de demain), les fractures qui divisent la population ukrainienne n'existent pas. L'Occident peaufine ainsi le récit d'une guerre d'agression «non provoquée» (en insistant lourdement sur cette expression qu'on sait être fautive), motivée uniquement par un fantasme d'expansion territoriale. Cette explication indigente est avalée placidement par les masses populaires, oublieuses et indifférentes, et elle permet de radicaliser les discours officiels: désormais, *il faut arrêter Poutine par tous les moyens, quelles qu'en soient les conséquences!* Constatant que ni les sanctions, ni les appuis militaires indirects (conseillers militaires, forces spéciales), ni les appuis militaires

directs (munitions, armes de plus en plus lourdes) ne suffisent à stopper la progression des Russes, les dirigeants européens commencent à préparer l'opinion publique à l'idée d'une intervention des troupes régulières de l'OTAN. A l'heure actuelle, ladite opinion publique se rebiffe; mais face à un matraquage persuasif quotidien, elle sera peut-être prête dans quelques mois.

Les états-majors politiques et militaires savent que le conflit actuel ne menace pas le *territoire* de l'Europe occidentale; il menace en revanche l'*idéologie* qui y règne. Beaucoup d'Européens perçoivent la Russie comme une société «normale», «vivable», antithèse des fantasmes égalitaires, des angoisses existentielles et des déconstructions identitaires et culturelles que nous subissons ici. Une victoire de la Russie apparaîtrait alors comme une défaite de la «modernité» conçue par l'Occident. Or un idéologue ne peut envisager la

défaite de son idéologie; il est prêt à tout pour masquer un tel échec. Ajoutez à cela une dose d'orgueil assez commune, et vous obtenez des dirigeants européens résolus à ne rien négocier et qui envisagent sans ciller une confrontation de grande ampleur. *Nous préférons un conflit mondial plutôt qu'un succès russe dans l'est et le sud de l'Ukraine.*

Et si, dans cette coalition, un chef d'Etat montre des signes de pacifisme, s'il manque d'enthousiasme face à la perspective de cette guerre fraîche et joyeuse et qu'il menace de freiner l'escalade du conflit (par exemple en refusant de livrer des missiles de longue portée), il voit aussitôt son autorité contestée par une poignée de putschistes surgis de nulle part, tandis qu'il se retrouve visé par une vaste campagne de dénigrement savamment orchestrée par des *spin doctors* déguisés en journalistes, qui le dépeignent comme un homme médiocre,

maladroit, impopulaire et isolé, peut-être même vendu à l'ennemi. La presse, devenue soudainement militariste, joue un rôle de filtre pour rendre inaudibles les quelques rares voix pacifistes qui tentent encore de s'exprimer.

Tout cela paraît aberrant. Mais les précédentes guerres mondiales n'ont-elles pas été causées par le même mélange de folie, d'orgueil, de sottise et d'accidents?¹

Pollux

¹Il vaut la peine d'écouter l'interview d'Henri Guaino publiée le 27 mars 2024 sur la chaîne Youtube Thinkerview (<https://www.youtube.com/watch?v=AZf1BACeoi8>), plus particulièrement le moment (entre 0:27:00 et 0:37:00) où il décrit l'éclatement de la Première Guerre mondiale, «que personne ne voulait».

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Récemment, c'est un Sénégalais décédé, suspecté d'être gay, qui a été brutalement exhumé de son tombeau et son corps brûlé par une foule en colère.» Dites: «Récemment, c'est un Sénégalais décédé, suspecté d'être gay, qui a été brutalement exhumé de son tombeau et son corps brûlé par une foule en colère.»

Cette phrase un peu bancal, tirée d'un article de *Causeur* intitulé *Au*

*Ghana, homophobie d'Etat*¹, m'a fait beaucoup rire, en dépit du fait que *Causeur* est un magazine fort estimable et que la situation décrite n'a rien de drôle.

Mais il y a des moments dans la vie où l'amusement fait, dans un premier moment, oublier le tragique.

On ne peut rien y faire: ou bien ce malheureux Sénégalais a été enterré vivant, ce qui a permis à ses ennemis de le brûler vif, ou bien il était

décédé, comme on nous le dit, et à moins d'un retour à la vie inopiné et miraculeux, il a été brûlé mort.

Les mots ne sont pas innocents.

Le pinailleur

¹<https://www.causeur.fr/au-ghana-homophobie-d-etat-279089>.

Protection de l'enfance

En octobre 2023, une jeune mère, qui avait accouché aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), s'est vu refuser l'autorisation de rentrer chez elle avec son bébé, au motif qu'elle et le père du petit garçon étaient sous curatelle, et malgré la présence à la maison d'une grand-mère dévouée¹.

En mai de la même année, une célibataire, qui avait recouru à la procréation assistée et accouché prématurément au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), s'est vu retirer sa petite fille, à la suite, semble-t-il, d'une mésentente avec le personnel soignant, dont plusieurs membres se seraient «rapidement inquiétés du bien-être du bébé»².

Se sont ensuivies, dans le cas genevois, l'intervention du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAF) et, dans le cas vaudois, celle de «l'équipe pluridisciplinaire spécialisée dans la prévention de la maltraitance infantile, le CAN Team», suivie de celle de la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse, anciennement Service de protection de la jeunesse – qui n'a pas laissé que de bons souvenirs –, puis de celle du juge de paix du district de Lausanne.

Dans les deux cas, les familles ont fait recours.

En ce qui concerne le premier litige, la Chambre de surveillance de Genève a accordé l'effet suspensif, de sorte que le bébé ne sera pas, pour l'instant, placé dans une famille

d'accueil et restera au sein de l'unité de développement des HUG³. En ce qui concerne le second, le Tribunal cantonal et le Tribunal fédéral ont débouté la mère. Toutefois, si elle a décidé que le bébé doit rester placé provisoirement au foyer de l'Abri, la plus haute instance judiciaire de notre pays estime que les contacts physiques de la mère et de l'enfant doivent être plus fréquents en vue du «rétablissement d'un lien progressif et durable»⁴. En d'autres termes, le Tribunal fédéral envisage la restitution du bébé à sa mère. Quand? On n'en sait rien. Qui décidera? Mystère. Ce n'est pas rassurant.

On a un peu l'impression que le Tribunal fédéral ne veut pas donner tort à toutes les instances administratives et judiciaires hautement recommandables qui sont intervenues dans cette affaire, tout en essayant d'atténuer le caractère arbitraire de son arrêt.

Car arbitraire il y a, aussi bien à Genève que dans le canton de Vaud. Sous couleur de protéger un petit garçon, qui n'est menacé que par l'immaturité de ses parents, d'ailleurs compensée par la présence tutélaire d'une grand-mère, on l'arrache à sa famille. On sépare une petite fille de sa mère, elle-même soutenue par son entourage, qui n'a jamais mis son enfant en danger, si ce n'est par un «fonctionnement problématique (...) sur le plan psychologique» fondé sur les déclarations de membres du personnel soignant; et cela sans qu'on puisse exclure, hélas,

que ceux-ci aient réellement critiqué «son choix de devenir mère célibataire grâce à la procréation médicalement assistée», et qu'une altercation au sujet des dosages de biberons les ait mis de mauvaise humeur.

Les organes chargés de la protection de la jeunesse disposent d'un pouvoir excessif. En outre, ils ne semblent pas s'intéresser aux dégâts que leurs décisions peuvent engendrer chez les objets de leur sollicitude, à savoir les bébés, qui ne peuvent trouver auprès du personnel des établissements de placement l'amour que leur donneraient leurs parents, même très jeunes, même un peu dépassés par les événements.

Il y a un peu plus de trente ans, dans une famille vaudoise, une demoiselle âgée de seize ans, fille de parents mal-pensants, donnait naissance à deux petits garçons.

On peut être quasi assuré qu'aujourd'hui ces jumeaux seraient retirés à leur mère par les nounous de l'Etat.

Mariette Paschoud

¹ **20 minutes** du 4 avril.

² <https://www.rts.ch/info/regions/vald/14620111-la-famille-dun-bebe-retire-a-sa-maman-des-la-naissance-poursuit-le-canton-de-vaud.html>.

³ **20 minutes** du 10 avril.

⁴ <https://www.blick.ch/fr/news/suisse/la-tante-reagit-on-a-d-faire-appel-au-tribunal-federal-pour-rappeler-que-elle-peut-pas-separer-un-bebe-de-sa-mere-id19529322.html>.

Bricoles

Bilinguisme

Ayant décidé de persécuter sans relâche les automobilistes qui polluent ses rues, la Ville de Lausanne s'ingénie à supprimer les possibilités de se garer gratuitement, notamment en remplaçant des zones bleues par des places payantes, dont l'occupation est limitée à deux heures pendant les jours ouvrables.

Toutefois, prévoyant que les habitants de la commune pourraient parfois souhaiter inviter, un autre jour que le dimanche, des amis et parents domiciliés à une certaine distance et propriétaires d'une voiture, nos autorités ont trouvé une formule astucieuse: vendre, par l'intermédiaire de l'Office de la circulation et du stationnement de la police de Lausanne, des cartes à usage unique permettant aux automobilistes de s'installer, pour la journée ou pour une demi-journée, sur les places à durée d'utilisation limitée, zones bleues comprises.

Soucieuse du confort de mes invités, j'ai décidé de faire provision d'autorisations de parcage à 8 francs la demi-journée et 15 francs la journée en zone périphérique – au centre-ville, c'est plus cher.

Je me suis donc rendue – par les transports publics – à l'office ci-dessus mentionné, où une employée plus efficace qu'aimable m'a fourni les cartes convoitées.

On n'attend pas longtemps à l'Office de la circulation et du stationne-

ment; assez longtemps toutefois pour pouvoir prendre connaissance des «prestations de la police municipale de Lausanne» et des «Lausanne municipal police services» affichés dans l'antichambre.

C'est bien connu: tous les visiteurs de Lausanne, ville olympique, maîtrisent l'anglais, à part deux ou trois ploucs ignares, venus du fin fond de quelque lointaine vallée suisse allemande, rhétique ou tessinoise, et qui, de toute façon, n'ont jamais affaire à la police municipale de Lausanne.

M.P.

Vote historique

Le 25 mars a vu se produire un événement majeur: le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution, rédigée par ses membres non permanents – dont la Suisse, bien sûr –, et exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

Qualifié d'historique comme d'innombrables événements antérieurs oubliés depuis longtemps, ce vote n'a eu, évidemment, aucun effet sur le terrain.

Qui s'en étonnera?

M.P.

Demain, on ne skie plus gratis

On apprenait fin mars que le Conseil fédéral ne skierait plus aux frais du contribuable dès la fin de 2024.

C'est une bonne nouvelle, mais on ne comprend pas très bien pourquoi

ces messieurs-dames de Berne n'ont pas consenti ce sacrifice cet hiver déjà. C'est bien joli de renoncer aux cadeaux des Remontées mécaniques suisses, mais ça l'est beaucoup moins quand on puise dans la caisse des contribuables pour continuer à bénéficier d'un privilège.

Je croyais naïvement que seuls les conseillers fédéraux et le chancelier de la Confédération bénéficiaient de ce passe-droit. Il n'en est rien, semble-t-il: **20 minutes** du 28 mars précisait que les conjoints des membres de l'Exécutif devraient renoncer, eux aussi, à dévaler nos pentes enneigées sans bourse délier.

On peut comprendre que, pour des gens qui jonglent avec les milliards – le Gouvernement compte débloquer d'une manière ou d'une autre 5 milliards de francs d'ici à 2036 pour la reconstruction de l'Ukraine – quelques abonnements de ski à 4000 francs (+ TVA) ne représentent rien. Ce n'en est pas moins un abus qui se serait perpétué s'il n'avait soulevé un tollé.

Il semble désormais illusoire d'espérer de la part des «élites» qui nous gouvernent un sourcilieux respect des deniers du peuple dit souverain.

M.P.

Méchants CFF

Un voyageur handicapé de vingt-quatre ans a vécu récemment un moment désagréable: il n'a pas pu quitter son train à l'arrêt prévu, car la porte automatique était en panne et

le couloir trop étroit pour livrer passage à son fauteuil roulant et lui permettre de gagner une autre sortie.

Il en a été fort marri, ce qui se comprend, et s'est plaint de discrimination, l'incident étant évidemment imputable à son handicap.

Il va de soi que les CFF achètent, exprès pour embêter les handicapés en chaise roulante, des wagons aux couloirs trop étroits, dotés de systèmes d'ouvertures des portes défectueux.

Selon **20 minutes** du 11 avril, qui a piqué l'information à **Blick.ch**, les CFF auraient présenté leurs excuses. Pure hypocrisie! Il y a tout lieu de penser qu'on rit encore à Berne du méchant tour joué à ce malheureux discriminé.

Etre privé de l'usage de ses jambes implique-t-il qu'on ne sache plus se servir de son cerveau?

M.P.

Effets pervers

Depuis le 1^{er} novembre 2020, les travailleurs genevois bénéficient du droit à un salaire minimum réévalué chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation.

L'introduction de cette innovation acceptée par les citoyens genevois le 27 septembre 2020 a eu d'heureux effets pour les travailleurs qui gagnaient moins que le salaire minimum. Mais elle n'a pas que des as-

pects bénéfiques, ce qui était à prévoir, d'ailleurs.

S'exprimant à propos des difficultés que rencontrent les étudiants en quête de travail, le directeur général des chaussures Aeschbach, qui participe à un projet de cartes de réduction pour les jeunes gens âgés de seize à vingt-neuf ans, déclare avec bon sens: «Entre une personne qualifiée et quelqu'un d'inexpérimenté qu'on doit rémunérer au même salaire, on va logiquement privilégier la première (...).»¹

C'est en effet logique et normal. Les chefs d'entreprise ne sont pas des philanthropes.

Le propos de M. Sébastien Aeschbach est doublement intéressant: d'une part, il explique pourquoi les jeunes gens financièrement à l'étroit peinent à trouver du travail; d'autre part, il souligne le fait que du personnel **qualifié** peut – en fait, curieusement, il dit «doit» – ne pas être mieux rémunéré que des étudiants impécunieux sans formation.

C'est cela, la justice sociale: surpayer les travailleurs non qualifiés et sous-payer les autres. Une forme de redistribution des richesses, en somme.

On apprendra sans surprise que l'initiative sur le salaire minimum, qui émanait des syndicats de Genève, était soutenue par le Parti socialiste, Les Verts, Ensemble à Gauche et le collectif de la grève des femmes.

Du beau linge pas trop exposé à la précarité.

M.P.

¹ **20 minutes**

Tout s'explique

La presse révèle¹ qu'un ancien membre du Conseil communal de Zurich publie des théories loufoques sur son blog, prétendant que «les nazis sont au pouvoir en Suisse depuis 2019», que «les homosexuels sont traqués et assassinés dans notre pays depuis 2003» et que «3500 personnes ont déjà été tuées». L'homme, nous dit-on, se présente comme un brigadier de l'armée suisse chargé d'intervenir pour rétablir l'ordre, en destituant les politiciens corrompus et en les enfermant dans un camp d'internement.

Le journaliste auteur de l'article affiche sa perplexité en expliquant que ce curieux personnage (dont l'identité n'est pas révélée) serait «parti en vrille» à partir de décembre 2023, après une carrière politique où il «s'était illustré par ses positions progressistes en matière de drogues et sur la cause queer».

Aaaah ben voilà.

px

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/zurich-nazis-au-pouvoir-homos-tues-les-delires-dun-ex-elu-inquietent-103077828>

L'avis de Samantha Cougnard



Salut Mec,

Aujourd'hui je t'écris depuis le centre de commandement du groupe action de *Migration et Climat*. Ouais je sais, ça fait un peu militaire mais là on a arrêté de rigoler. Alors y'a pas de chef, c'est hyper transversal, participatif, démocratique et cool, mais là ça va déménager. Je sais pas si t'es au courant, mais la Suisse a été condamnée par le Centre Européen des Droits de l'Homme (pas du Mâle, de l'Humain), et du coup, il va falloir que ça change. Là on arrête de faire les marioles.

Donc on a décidé, les *leaders* (en anglais, ça veut pas dire chefs) de *Migration et Climat*, que c'était le moment d'agir. Du coup, on est allé chez Coop Brico & Loisir et on a fait le plein de peinture. Ils ont pas fait les malins chez Porsche, Audi et Mercedes (ah non, eux c'est la semaine prochaine), quand on a arrosé leurs usines à CO₂ de couleur orange. Me demande pas pourquoi pas verte, on a eu un long débat

avec Kevin et on a pas gagné. Alors bon, les martyrs de la cause se sont fait embarquer par le bras armé du pouvoir oppresseur de droite, la police municipale quoi, et il vont devoir payer les dégâts. Et ça c'est trop pas juste, vu que nous on se bat pour la bonne cause, sauver le monde et tout ça.

Le groupe de travail sur les vaches qui pètent n'est pas encore arrivé à un consensus sur les actions à mener. Jennifer dit qu'il faut les libérer et les lâcher dans la nature pour qu'elles retournent à l'état sauvage, mais Bill veut faire un barbecue accompagné de lait chocolaté. Il va pas faire de vieux os celui-là, pour le barbecue il faut du charbon et tout le monde sait que c'est mal!

Ce que je voulais encore dire, c'est que les grands-mamans de l'asso *Aînés pour la protection du climat*, elles sont top! Ma mamie Louise qui vous a tant de fois remis à votre place, bande de rétrogrades, faisait partie des membres fondatrices du mouvement et si elle était encore de ce monde, elle serait fière de voir que finalement, les seniors peuvent encore changer le cours des choses. Et ce n'est pas mon imbécile d'oncle qui prétend que si elles sont pas

contentes elle peuvent toujours aller vivre à Pékin, terre de liberté à la qualité de l'air merveilleuse, qui y changera quoi que ce soit.

Bon Mec, je te laisse, il y a Brian qui m'appelle pour aller remplir les balons de peinture pour aller arroser les œuvres de Nicolas de Staël à la Fondation de l'Hermitage, bien que je ne sois pas convaincue que les gens feront la différence. La lutte continue et je suis sûre qu'avec nos actions militantes, on va convaincre plein de gens de se joindre à nous.

Ciao.

Sam

Le Pamphlet

Case postale 998,
1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057

